

Questions orales

L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, il n'y a absolument rien de nouveau là-dedans. Le ministre des Finances était à Washington récemment. Il s'est entretenu avec le chef de cabinet du président, avec M. Baker et également avec M. Volcker. Les préoccupations soulevées à la réunion du Groupe des Cinq, hier, sont abordées dans nos discussions avec les États-Unis depuis quel que temps. Le fait que M. Baker ait déclaré que le protectionnisme était un problème est l'une des raisons pour lesquelles notre gouvernement s'efforce d'obtenir une garantie d'accès au marché américain.

LE COMMERCE CANADO-AMÉRICAIN—ON DEMANDE LA TENUE D'UN DÉBAT PARLEMENTAIRE

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Fort Garry): Monsieur le Président, de toute évidence, nous ne pouvons rien tirer de bien sensé de la ministre. Je pourrais peut-être poser ma question supplémentaire au premier ministre. Vu les répercussions importantes de la dévaluation du dollar américain sur notre situation commerciale, le premier ministre conviendrait-il maintenant qu'il devrait retarder toute initiative importante en matière de commerce avec les États-Unis tant que nous n'aurons pas eu l'occasion d'évaluer les conséquences de cette décision sur notre situation commerciale? Ne convient-il pas aussi qu'il est temps de tenir un débat parlementaire important pour discuter de cette initiative commerciale?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, nous avons déjà donné l'occasion aux députés de tenir un débat et d'exprimer leurs opinions. Nous avons pris l'initiative d'établir un comité parlementaire, dont le député fait partie, je pense. Le comité a voyagé partout dans le pays. Nous avons invité les gens à nous faire part de leurs critiques, de leurs préoccupations et de leurs conseils constructifs sur la façon d'obtenir de meilleurs débouchés sur nos principaux marchés. Tout ce que nous avons fait reflète cette ouverture d'esprit et cette recherche de conseils et de critiques, car l'ensemble du pays doit participer à ce processus.

* * *

LES PÊCHES

LA VENTE DU THON EN CONSERVE—LA DÉMISSION DU MINISTRE

M. Ray Skelly (Comox-Powell River): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Vendredi dernier, il a déclaré que dès qu'il a entendu parler du scandale du thon, il a pris immédiatement des mesures pour faire retirer ce produit du marché. Moins de deux heures plus tard, vendredi, le ministre des Pêches et Océans a carrément contredit le premier ministre. Ce dernier est-il prêt à admettre devant la Chambre qu'il a limogé le ministre des Pêches parce que ce dernier a contesté son intégrité, et non à cause de la grave erreur qu'il a commise?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, pour répondre à la dernière partie de la remarque de mon collègue, au cours d'une conversation que nous avons eue durant la fin de semaine, le ministre des Pêches m'a proposé sa démission, que j'ai acceptée aujourd'hui, pour les raisons qu'il a expliquées dans sa lettre.

Quant à la première partie de la question, ce que le vice-premier ministre a essayé d'expliquer aux députés, et tout à fait à juste titre, à mon avis, c'est que lorsque j'ai été informé de cette affaire mercredi matin—et je présidais alors le caucus—j'ai demandé au vice-premier ministre de tenir sans tarder une série de réunions avec le ministre des Pêches et ses responsables pour veiller à régler cette affaire de façon satisfaisante et efficace. Le ministre des Pêches s'était déjà entretenu avec le vice-premier ministre pendant le caucus. Cela répondra, je pense, aux préoccupations de mon collègue.

ON DEMANDE SI LE PREMIER MINISTRE ÉTAIT AU COURANT DE L'AFFAIRE

M. Ray Skelly (Comox-Powell River): Monsieur le Président, le cabinet du premier ministre a été averti dès le 28 juillet, et à nouveau le 13 août. Le MDN est intervenu pour faire retirer le thon, au su du ministre. Les laboratoires du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social ont participé aux vérifications du produit il y a des semaines. Le premier ministre peut-il dire en toute franchise qu'il n'était au courant de rien avant le jour où il a décidé d'intervenir? Si c'est le cas, que se passe-t-il donc au sein du gouvernement pour qu'une erreur aussi grave échappe à l'attention du premier ministre, alors que son cabinet en a été averti à deux reprises et qu'au moins deux de ses ministres se sont occupés du même problème?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je puis dire à mon collègue que j'ai été averti pour la première fois de cette affaire le mardi soir, par un appel concernant une nouvelle publiée ce soir-là. J'ai lu l'article pour la première fois le mercredi matin dans la presse. J'ai immédiatement donné l'ordre au vice-premier ministre, étant donné mon programme, d'entreprendre une série de réunions avec le ministre et les responsables compétents en vue de résoudre cette affaire. Il est exact, me dit-on, qu'un responsable du ministère des Pêches a consulté un représentant de mon cabinet en juillet dernier au sujet d'une question qui risquait d'être soulevée aux nouvelles télévisées. Comme, semble-t-il, elle ne l'a pas été, elle n'a jamais été portée à mon intention.

* * *

LES FINANCES

LA CONTRE-VALEUR DU DOLLAR AMÉRICAIN—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. La ministre d'État aux Finances vient de confirmer qu'avant la réunion de dimanche qui a mis en présence les États-Unis et quatre autres pays mais non le Canada, le principal partenaire des États-Unis, le ministre des Finances s'est entretenu avec le gouverneur de la Banque de réserve fédérale des États-Unis et le chef du cabinet du président. De toute évidence, le premier ministre et son gouvernement savaient que le dollar américain allait être dévalué. Pourquoi le premier ministre et son gouvernement réagissent-ils avec mollesse devant une décision qui pourra causer des torts énormes à nos producteurs, à nos fabricants et à nos travailleurs? Pourquoi le premier ministre agit-il avec tant de désinvolture?